

Sa capacité à commander l'armée et les services de renseignement ne souffre pas d'ambiguïté. Les générations anciennes comme les nouvelles, au sein de l'armée, lui portent respect et attachement. Après de la communauté internationale, nonobstant le coup d'éclat vis-à-vis du Président Jacques Chirac, il bénéficie d'une image positive. Sa répulsion pour les attrait du pouvoir est une garantie qu'il ne s'éternisera pas à la tête de l'Etat au-delà de la période de transition.

Revenons à des perspectives plus concrètes. M. Bouteflika devrait focaliser ses efforts sur quelle priorité au titre de ce quatrième mandat ?

M. Abdelaziz Bouteflika devra veiller à ne pas franchir trois lignes rouges. Permettre le retour d'un islam radical porteur de violence, classer les affaires de grande corruption et favoriser, au profit de son frère, une succession déguisée à la tête de l'Etat de la République. Faute de respecter ces lignes rouges, M. Abdelaziz Bouteflika risque d'abandonner, rapidement, ses fonctions.

Et comment, à votre avis, M. Abdelaziz Bouteflika se comportera face à l'impératif de ne pas franchir ces lignes rouges ?

La question ne concerne pas, seulement, M. Abdelaziz Bouteflika. Le président de la République est connu pour son ego surdimensionné. Sa lucidité est-elle intacte ? Ce n'est pas un jugement de valeur, c'est un questionnement scientifique. D'autre part, le cercle présidentiel avec son «noyau dur» et ses «baltaguia», prédateurs de l'économie nationale, vont-ils lâcher prise et permettre une gouvernance publique rationnelle ? L'ANP et le DRS, partagés entre la discipline militaire et le devoir moral de prêter attention aux doléances du peuple algérien, resteront-ils sur leur position de neutralité apparente ? Il est trop tôt pour se prononcer.

Quelle pourrait être la réaction de la communauté occidentale face à cette éventuelle période de transition ?

La communauté occidentale ne détermine pas ses positions en fonction d'états d'âme. En premier et dernier ressort, les pays occidentaux, Etats-Unis compris, se détermineront en fonction de leurs intérêts nationaux. La situation politique interne de l'Algérie ne les intéresse que par rapport à l'impératif de préservation desdits intérêts. Il est évident, cependant, que la communauté occidentale, pour peu qu'elle soit assurée de garanties à propos de ses intérêts essentiels, ne fera pas obstacle à une solution qui aura pour mérite, en prenant en charge les aspirations légitimes du peuple algérien, d'ouvrir la voie à un régime apportant plus de stabilité, au sein de l'armée.

Propos recueillis par Khedidja Baba Ahmed

IL LANCERA PROCHAINEMENT SON NOUVEAU PARTI POLITIQUE

Benflis défie le cercle présidentiel

Ali Benflis ne compte pas abdiquer : au lendemain de l'élection, présidentielle qui, comme prévu était hermétiquement cadenas-sée avec un «dispositif de guerre» entièrement mobilisé depuis des mois au service exclusif de Abdelaziz Bouteflika, Benflis, «accrédité administrativement» comme il préfère qualifier son résultat de 12,18 % des suffrages et de la deuxième place, lance un nouveau projet politique. Il propose la constitution «d'un grand rassemblement patriotique au service de la République».

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Comme il fallait l'entendre, il s'agit bel et bien d'un nouveau parti politique. Un parti qui aura comme socle, l'extraordinaire élan qui avait accompagné sa candidature durant toute la campagne électorale.

La dynamique créée par l'excellente campagne réussie par le candidat Benflis pourrait ainsi donner lieu à un nouveau parti d'envergure nationale. Si l'on se fie aux résultats officiels concédés par le minis-

tère de l'Intérieur seulement, ce futur parti peut ambitionner de cibler une base «préliminaire» forte de plus de 1 million 200 000 voix, soit le nombre d'électeurs qui avaient voté Benflis qui, par ailleurs, est à chaque fois arrivé deuxième dans pratiquement toutes les wilayas, derrière le «candidat officiel» du pouvoir mais loin, très loin devant la candidate d'un ancien parti comme le PT, Louisa Hanoune.

«Le défi premier pour Ali Benflis est certainement



Benflis, la personnalité la plus redoutée par le cercle présidentiel.

celui de réussir à maintenir l'essentiel de la pléthorique équipe qui avait constitué son staff de campagne. Des cadres du FLN, du RND, d'anciens ministres, plusieurs partis politiques, plusieurs associations par exemple l'ont soutenu pour la présidentielle du 17 avril. Tout ce beau monde sera-t-il prêt à maintenir son adhésion au même programme politique mais qui se décline cette fois sous la forme d'un parti politique à construire», s'interroge un

proche de l'ancien chef de gouvernement. En tout cas, c'est dans l'espoir d'en convaincre le plus grand nombre que Ali Benflis a multiplié les réunions de travail au lendemain des élections.

L'ancien secrétaire général du FLN, par ailleurs ancien chef de gouvernement et ancien directeur de cabinet de la présidence est, sans conteste, la personnalité nationale la plus redoutée par le cercle présidentiel. N'a-t-on pas assisté

à un déchaînement de propagande médiatique des plus hystériques en vue de le discréditer, aux derniers jours de la campagne ? Abdelaziz Bouteflika en personne, et par deux fois, s'était senti obligé d'intervenir, pour s'en prendre directement à son plus sérieux rival en des termes violents et qui nous ont projetés dix années en arrière, en plein dans la «sanglante» bataille présidentielle de 2004 ! C'est qu'un nouveau parti pour Ali Benflis, forcément un parti d'opposition et qui aura du poids, mettra le pouvoir dans une position peu enviable.

Ira-t-on jusqu'à lui interdire l'agrément ? Après la candidature, c'en est là le nouveau défi qu'impose Benflis à un cercle présidentiel toujours en posture belliqueuse dès qu'il s'agit de sa bête noire de toujours...

K. A.

RÉCONFORTÉS PAR LE SORT DE LA PRÉSIDENTIELLE

Les boycotteurs évaluent le projet de transition démocratique

Les boycotteurs de la présidentielle du 17 avril écoulé, confortés dans leur option par son «sort» dont ils ne nourrissaient aucun doute, se sont retrouvés hier pour une analyse «collégiale» de la situation induite par ces résultats.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Un conclave de la coordination des partis et des personnalités qui ont boycotté cette présidentielle tenu au siège national du mouvement Nahda à l'effet de décortiquer les résultats officiels annoncés par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales et ceux de chacun de ces partis qui ont installé des cellules de veille pour établir des taux de participation. Mais pas que cela puisqu'il s'est agi pour le RCD, le MSP, Nahda, le FJD, Jil Jadid et l'ancien chef de gouvernement Ahmed Benbitour de faire une évaluation du travail accompli jusqu'ici par la commission technique installée depuis quelques semaines

pour préparer le projet de transition démocratique.

Et ce projet de transition démocratique passera, dans un premier temps, par un conclave du camp de l'opposition pour «arrondir» les angles, en explorant le maximum de points communs concernant l'essentiel dans la perspective de s'unir davantage face à un système que d'aucuns estiment qu'il ne s'est jamais senti aussi fragilisé que cette fois-ci.

Il s'agira, donc, d'établir le fameux rapport de force à même de pousser ce système à lâcher du lest et à le forcer à accepter une transition en douceur, loin de l'anarchie qui a accompagné ce genre

d'œuvre parmi notre voisinage. Ceci au moment où les positions à ce sujet justement, divergent quelque peu entre, notamment le RCD et le MSP, les deux moteurs de cette coordinations du boycott de la présidentielle du 17 avril écoulé. Au moment où le premier estime que le changement tant espéré ne saurait se concrétiser qu'en dehors de celui-ci, le second ne verrait pas d'inconvénient à associer ce même système à ce changement dans une sorte de transition «inclusive». Un différend que les développements que connaîtra la scène politique nationale tout prochainement ne manqueront pas, soit d'aggraver ou d'aplanir, au gré de l'attitude du pouvoir envers les uns et les autres. Car, il n'est pas exclu que ce même pouvoir, dans un élan d'ouverture, sincère ou hypocrite qu'il soit, fasse montre de disponibi-

lité à l'endroit de l'un ou de l'autre ou des deux à la fois en vue de les arrimer à son projet de transition évoqué, par ailleurs, par les partisans du 4^e mandat lors de la campagne électorale. Mais, gare à la «perversion» que subirait ce concept comme fut le cas pour nombre de propositions de l'opposition qui, après avoir été diabolisées dans un premier temps, ont été peu après adoptées par le pouvoir pour les «triturer» profondément et en faire des versions non identifiées par leurs auteurs. Pour ce qui est des contacts avec les autres partis et personnalités acquis à ce projet de transition, même parmi les «déçus» de l'échéance du week-end dernier en vue d'élargir cette coordination, il sera question d'en faire une évaluation lors de la réunion de samedi prochain au siège national du FJD.

M. K.

ARRIVÉE EN QUATRIÈME POSITION

Hanoune satisfaite de son classement

Point d'amertume ni de déception chez Louisa Hanoune. Arrivée en quatrième position, la secrétaire générale du Parti des travailleurs n'y voit aucunement un recul et affirme même que l'Algérie vient de vivre une élection des plus régulières et qu'au final son parti avait renforcé sa position de «force de décantation», ce qui semble largement satisfaire Hanoune.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - C'est une Louisa Hanoune affichant pleine satisfaction qui commentait hier les résultats des élections présidentielles. Nullement déstabilisée par la quatrième position qui lui a été octroyée avec un score de 1,37 % des suffrages, Hanoune ne se considère pas comme perdante mais désigne les perdants dans le camp de ceux qui depuis deux ans plaident pour l'application de l'article

88 et qui, dit-elle, espéraient empêcher Bouteflika de briguer un quatrième mandat. Une fois n'est pas coutume, la secrétaire générale du PT se dit satisfaite du déroulement des opérations de vote. Hormis quelques cas isolés de tentatives de fraude, le scrutin, affirme-t-elle, aura été régulier.

Elle n'explique cependant pas pourquoi une administration habituée au bourrage des urnes a sou-

dain découvert les vertus du respect de la volonté populaire. Une volonté qui, selon Hanoune, aura donné «large mandat» au président sortant. Le score que ce dernier a obtenu est un «verdict sans appel» puisque, dit-elle, il s'agissait d'un vote «de résistance». Comment ? Hanoune explique que les menaces de mettre le pays à feu et à sang ont eu pour effet de provoquer chez les électeurs une «maturité» qui les auraient tous poussés à voter Bouteflika. Ils choisissaient, assure-t-elle, ainsi la stabilité au détriment du projet de société et du changement démocratique qui sont différés. Que pense Hanoune du taux d'abstention ? Il ne s'agit nullement de boycott actif, assure-t-elle, mais de

défiance à l'égard de l'Etat. Un taux d'abstention à prendre en compte, dit-elle, assurant que le combat d'un parti ne peut s'arrêter à une élection mais que les objectifs fixés s'étalent au-delà de ces échéances.

Le PT aura au moins, dit-elle, réussi à renforcer sa position de «force de décantation». Sa secrétaire générale se dit contente de voir que les pro-Bouteflika avaient déjà adopté le principe de la deuxième République, un des axes principaux du programme du Parti des travailleurs dont les instances se réunissent bientôt pour décider des moyens à mettre en œuvre pour maintenir «la dynamique» née des élections.

N. I.